

SFR est une belle boîte !

Juin 2026



SFR est une belle boîte, et nous sommes fier-e-s d'y exercer notre métier.

Les salarié-es qui travaillent à SFR aiment leur boulot, le font au mieux parfois sans tenir compte de leur propre santé et vie personnelle. La finance et les intérêts privés de quelques-uns, adossés à une stratégie mortifère de casse industrielle au niveau national et européen a conduit à miner SFR.

Nous refusons de suivre l'agenda de Drahi et des repreneurs.

Être engagé à la CGT signifie avoir compris que l'intérêt individuel dépend des conditions collectives et qu'il est vain de chercher à "sauver sa peau" contre les autres.

Si les dernières élections professionnelles chez SFR ne nous ont pas permis d'obtenir les résultats espérés, elles n'ont en rien entamé notre détermination : nous restons à vos côtés, et sommes disponibles pour construire collectivement la lutte.

En tant que militant-e-s CGT, nous ne pouvons nous résoudre à n'être que les porte-paroles, voire les faire-valoir, de ce que Drahi, Cocq, Dreyfuss, Roussat, Niels et Heydemann nous concoctent, accompagnés de leurs hordes d'avocats d'affaires.

La CGT FAPT porte en effet depuis des décennies une autre vision de la société et une stratégie pour les télécommunications. Nous ne considérons pas les opérateurs comme des entités isolées, mais comme des acteurs majeurs du secteur des Télécommunications, dont les enjeux dépassent le cadre de chaque entreprise.

Face au Tsunami qui menace, nous croyons profondément à la force de la lutte collective.

La CGT est un outil à la main des salarié.es afin qu'ils et elles s'en saisissent. Notre engagement consiste à construire avec vous et non à votre place. Cela permet des choix démocratiques et non imposés d'en haut, ainsi qu'une recherche de l'unité active des salarié.es en vue de dépasser l'attentisme qu'induit l'agenda patronal.

C'est cet engagement commun qui produit l'indépendance syndicale, l'analyse des situations avec esprit critique et l'action pour que les droits, les emplois et les conditions de travail des salarié e soient respectés.

Au lieu d'accompagner les décisions patronales nous voulons construire avec vous une voie d'alternatives, car il y en a !

"Médiatiser" ou "politiser" la casse sociale implique une mobilisation des salarié.es à la hauteur des enjeux, une mobilisation qui porte la possibilité et la nécessité d'une autre voie afin de préserver nos emplois et notre pouvoir d'achat, sans oublier le droit à la communication pour toutes et tous grâce à la présence d'infrastructures de télécommunications, et un maillage dense de contact (réseau et boutiques) avec la population.

Construire une alternative avec vous !

Le mercredi 24 juin a vu deux mobilisations de natures très différentes sur l'Altice Campus :

- **La mobilisation unitaire des salariés ATS** venus ensermer l'Altice Campus avec leurs véhicules pour montrer qu'ils n'ont pas l'intention d'être les laissés pour compte de l'opération de casse industrielle opérée par les quatre opérateurs. Seule la CGT FAPT était présente pour les accueillir et est restée avec eux tout au long de leur manifestation. Il faut dire que la CGT y est représentative.
- **La mobilisation intramuros orchestrée par les organisations syndicales aujourd'hui représentatives à SFR SA.** La CGT était présente bien que non conviée car non représentative. Lorsque les patrons de SFR et du Consortium sont apparus, la foule de salarié.es les a hué.es. L'organisation syndicale n°1 à SFR SA a alors fait taire les huées tant elle estime intolérable de froisser les puissants.

A chacun-e de voir quelle approche syndicale lui convient le mieux.

Catastrophe industrielle

Lorsque l'on donne un fleuron comme SFR à des financiers comme Jean-Marie Messier ou Patrick Drahi, on obtient des catastrophes industrielles. Piloter une entreprise de cette envergure nécessite un autre sens des responsabilités.

Les patron.es des 3 groupes qui souhaitent se partager le démantèlement de SFR affirment que ce serait une "consolidation du secteur". Plutôt une consolidation de leurs profits en plus de ceux des créanciers de Drahi et de Drahi lui-même, non ? Selon ces gens, la destruction d'actifs à haute valeur ajoutée en plus de la destruction massive d'emplois serait positive.

La liquidation définitive de SFR par le Consortium démontrerait l'impensé stratégique du secteur. Au lieu d'investir dans la qualité des réseaux, l'aménagement du territoire, l'innovation, le service rendu aux utilisateurs finaux, les opérateurs choisissent de gaspiller 20,35 milliards d'Euros pour éliminer un concurrent afin d'augmenter les prix de leurs services dans le cadre d'un marché déjà extrêmement lucratif. C'est l'aveu d'un modèle tourné vers la rente plutôt que vers le progrès.

Les opérateurs cherchent à réduire les doublons, à mutualiser les réseaux, à rationaliser les effectifs. Cela signifie des restructurations massives dans toutes les entreprises de télécommunications aussi bien chez les donneurs d'ordre que chez les sous-traitants... et cela a déjà commencé comme on le voit avec ATS !

Pour la CGT, de petits arrangements entre syndicats et patronat dans le dos des personnels ne sauveront pas nos emplois. Les salarié.es qui ont hué.es les puissant.es le 24 juin l'ont bien compris.

Construire l'alternative

Nous n'avons pas de baguette magique et nous ne promettons rien, mais nous pensons qu'il est encore possible de faire dérailler la mécanique de vente à la découpe de notre boîte, de récupérer les clients déjà partis autour d'un projet construit collectivement et porteur d'avenir.

La CGT propose de mettre en débat la synergie que pourrait produire la convergence entre salarié.es de SFR, les salarié.es des trois autres opérateurs et les salarié.es des entreprises sous-traitantes.

La fin de SFR signifierait des destructions d'emplois, un durcissement des conditions de travail et de la "modération salariale" pour toutes et tous car les acquéreurs devront amortir les 20,35 milliards d'Euros qu'ils déboursent et l'augmentation afférente de leurs dettes.

Sur cette base unitaire nous pourrions montrer que c'est en réalité l'avenir du secteur des Télécommunications qui est en jeu, secteur particulièrement structurant pour le pays. Cela faciliterait d'autant plus la médiatisation que des élections présidentielles se tiendront dans moins d'un an.

Ce qui fait notre force n'est ni la violence ni la possibilité de convaincre les puissants qui nous éreintent, ce qui fait notre force c'est notre nombre et notre sereine détermination.

Le nombre de syndiqué.es CGT est un élément constitutif de ce rapport de forces construit par la base et ses revendications. C'est pourquoi nous vous proposons de vous syndiquer pour faire vôtre l'outil CGT.

adhérer



Fédération nationale des salariés du secteur
des Activités Postales et de Télécommunications CGT
263, rue de Paris - Case 545 - 93515 Montreuil Cedex
Site : www.cgt-fapt.fr
Mail : telecom@cgt-fapt.fr